



LE NUCLÉAIRE, MIROIR DES DILEMMES DE LA COHÉSION SOCIALE

Virginie Tournay

Directeur de recherche CNRS

virginie.tournay@sciencespo.fr

Bien que près de sept enquêtés sur dix adhèrent à un usage domestique du nucléaire, cette ressource est au cœur des tensions conjoncturelles qui entourent le bouquet énergétique français. Ainsi, les attitudes vis-à-vis de l'atome ne sont pas indifférentes aux événements extérieurs (accident nucléaire de Fukushima, guerre en Ukraine etc.). Pourtant, la socio-démographie de la population réfractaire à cette énergie présente des caractéristiques structurelles. La perception des répondants de leur propre intégration économique est plutôt décevante, et l'intérêt qu'ils portent à la politique est faible. Une défiance est également manifeste vis-à-vis des institutions régaliennes et de la protection sociale. Se sentant peu protégés « de l'intérieur », ils sont moins nombreux, en proportion, à souhaiter la fermeture des frontières. Le sentiment d'injustice sociale est beaucoup plus marqué en intensité. C'est une population en quête de protection, plus susceptible de mettre en cause la légitimité des instances régaliennes à maintenir l'ordre public. Elle rejoint pleinement le cadre proposé lors de la vague 12bis d'une France vécue sur le mode d'un cadavre exquis (observé chez les réfractaires à la vaccination), plutôt que celui d'une France « archipelisée ». Ces répondants ont en effet le sentiment de n'appartenir à aucune communauté, pas même nationale. Ce positionnement tranche avec celui des enquêtés qui approuvent l'usage domestique du nucléaire. Les attitudes d'opposition vis-à-vis de cette énergie révèlent néanmoins des failles dans la cohésion sociale. Reste à savoir si cette défiance est réparable ou si elle atteste d'un bouleversement beaucoup plus profond de la représentation politique : celui de ne plus faire « peuple¹ ».

La vague 15 du Baromètre de la confiance du Cevipof, a été réalisée grâce à un partenariat entre le Cevipof, le CESE, Intériale Mutuelle, CMA-France, EDF et l'Université Guido Carli - LUISS à Rome

L'enquête de terrain Baromètre de la confiance politique a été réalisée par OpinionWay du 8 au 18 janvier 2024 auprès d'un échantillon représentatif de 3 521 enquêtés en France, de 1 632 en Allemagne, de 1 706 en Italie et de 1 820 en Pologne.

Ni l'enquête ni son traitement ni les analyses qui en sont tirées n'ont fait l'objet d'un recours à l'intelligence artificielle.

1.

Virginie Tournay, *Le vivant est-il gouvernable ? Le politique à l'épreuve d'un monde saturé de traces*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2024.
Projet ANR-18-CE38-0007
ComIngGen

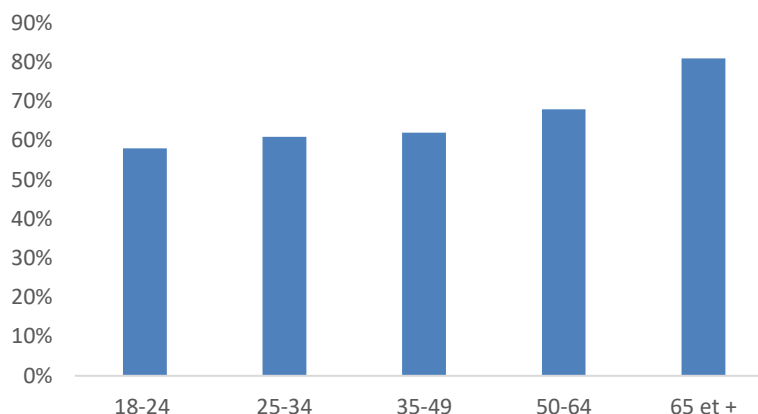
Dans cette nouvelle vague du Baromètre, un module sur l'utilisation des différentes énergies a été intégré. L'objectif est d'analyser les différentes attitudes associées à leur acceptabilité sociale dans un contexte économique contraint, et de ressources naturelles perçues aujourd'hui comme n'étant plus inépuisables. La question suivante a été posée : « *êtes-vous d'accord ou pas d'accord pour que (telle énergie) soit utilisée pour produire l'électricité dont nous aurons besoin dans l'avenir ?* ». Les énergies naturelles sont globalement plébiscitées : le solaire et l'hydraulique reçoivent respectivement 90% et 88% d'accord sur leur utilisation. De même, les éoliennes (terrestres 68% et en mer 70%) sont soutenues, quoique de façon un peu moins prononcée, sans doute en raison des nuisances sonores et esthétiques. De leur côté, l'utilisation des énergies fossiles (gaz et pétrole) fait l'objet d'un consensus plus faible (51% et 35% respectivement). Dans ce paysage énergétique, les répondants adhèrent à un usage domestique du nucléaire (69%) dans les mêmes proportions que pour les éoliennes, mais contrairement à celles-ci, les controverses autour de l'atome sont plus facilement politisées. Un examen de la composition sociodémographique des réfractaires à l'utilisation domestique du nucléaire est nécessaire pour comprendre les ressorts d'une polarisation plus marquée autour de cette énergie.

1. Composition sociodémographique des réfractaires à l'utilisation du nucléaire

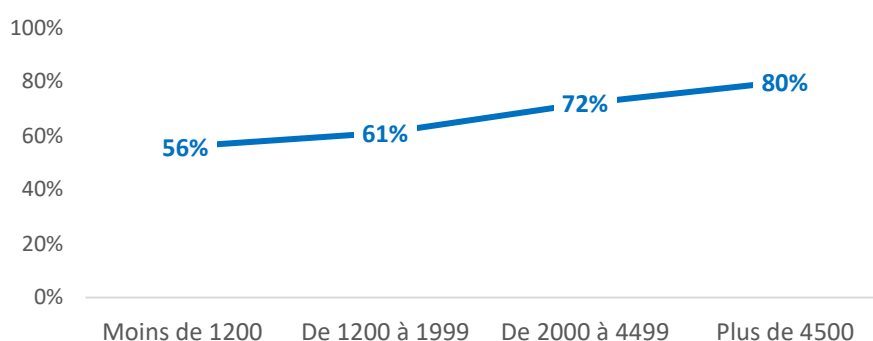
Dans un paysage marqué par la diversité de choix et de mixages énergétiques, le nucléaire qui rassemble près de sept répondants sur dix en faveur de son usage domestique, constitue un objet politique à part entière, dont les clivages renvoient à une sociographie particulière des enquêtés. Seul un tiers des répondants (31%) sont pleinement favorables (les « tout à fait d'accord », dénommés ici Pro+Nuc), 38% expriment une intention allant dans ce sens (les « plutôt d'accord », dénommés ici ProNuc). De leur côté, les réfractaires au nucléaire se répartissent en deux ensembles : 9% prononcent un refus catégorique quant à l'usage de cette énergie (les « Pas du tout d'accord », dénommés ici Anti+Nuc) et 18% sont plutôt défavorables (les « plutôt pas d'accord », dénommés ici AntiNuc).

Énergie développée pendant les Trente Glorieuses, le nucléaire est lié à la variable générationnelle avec 81% des 65 ans et +, 68% des 50-64 ans, tandis que seulement 58% des 18-24 ans lui sont favorables. Mais c'est la variable des revenus qui fait apparaître les écarts les plus significatifs. Le nucléaire suscite moins d'approbation dans les milieux à faible revenu (56% des répondants vivant dans des foyers à 1200 euros/mois et moins, contre 80% de ceux dans des foyers à 4500 euros/mois et plus). Aussi, les étudiants sont en proportion moins nombreux à être d'accord sur l'usage du nucléaire (seuls 56% le sont). Il en est de même pour les chômeurs (44%) et les employés (58%), à l'inverse des cadres et professions intellectuelles supérieures qui approuvent aux trois quarts. Au-delà des revenus, 83% de ceux qui ont le sentiment de s'en sortir très facilement sont favorables à cette énergie contre 56% de ceux qui s'en sortent très difficilement. Le niveau de revenu, mais aussi la perception de sa propre intégration économique, apparaissent structurants dans l'adoption du nucléaire.

ADHÉSION AU NUCLÉAIRE SELON LA CLASSE D'ÂGE



ADHÉSION AU NUCLÉAIRE SELON LE REVENU (EUROS) MENSUEL PAR FOYER



L'appartenance sexuelle montre également des différences dans l'acceptabilité sociale du nucléaire, avec près de 20 points d'écart entre les hommes (78%) et les femmes (59%). Néanmoins, l'analyse de cette partition nécessite de prendre en compte d'autres variables sociodémographiques où les femmes peuvent être surreprésentées, notamment le sentiment d'une situation économique dégradée au sein du foyer (elles sont 58% à exprimer des difficultés contre 47% des hommes). Il convient ainsi de pondérer l'écart observé dans l'attitude vis-à-vis du nucléaire en tenant compte des différences d'intégration économique afin de ne pas rapporter le rejet de cette énergie à l'appartenance sexuelle. Cela n'empêche pas de poser l'hypothèse que l'imaginaire rattaché au nucléaire intervient dans cette partition genrée car la culture populaire associe cette énergie à la toute-puissance prométhéenne du feu nucléaire et, dans son usage militaire, à une certaine hégémonie de la masculinité et des figures de virilité.

L'attitude vis-à-vis du nucléaire est aussi corrélée aux préférences politiques. Ainsi, une plus grande proportion d'enquêtés se déclarant proches de la majorité présidentielle, du centre droit ou des Républicains est favorable à l'utilisation de cette énergie (85% en moyenne) que les répondants marqués par une proximité avec le Rassemblement national (72%), les gauches (59%) ou l'extrême-gauche. Une faible adhésion est également présente chez ceux qui déclarent se sentir proche d'aucun positionnement partisan (63%).

La composition sociodémographique des défiants vis-à-vis de l'usage du nucléaire est assez proche des réfractaires à la vaccination que nous avons analysés en février 2021 dans le cadre de la vague 12bis du Baromètre². Historiquement associé au progrès social, le vaccin, comme le nucléaire à usage domestique, sont des objets qui sont facilement reliés à un mieux-être pour les

2.

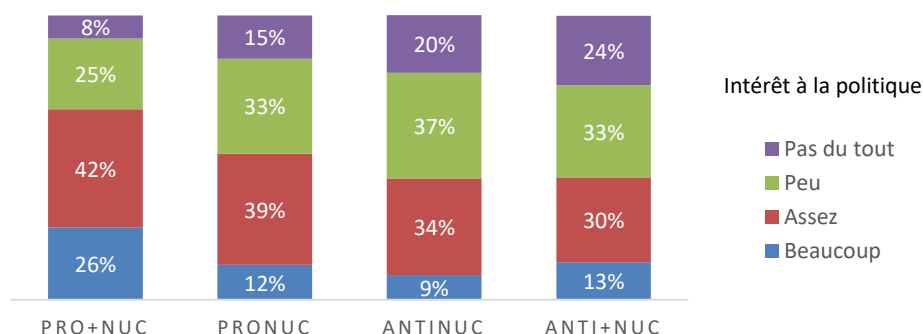
TOURNAY (Virginie) « Refuser la vaccination : analyse d'une passion française », *Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF*, vague 12, février 2021, 16 p.
TOURNAY (Virginie) et CAUTRÈS (Bruno) « Les déterminants politiques de la rationalité vaccinale : analyse d'une passion française (II) », *Note Le Baromètre de confiance politique, Sciences Po CEVIPOF*, vague 12bis, septembre 2021, 12 p.

génération déjà adultes au vingtième siècle. C'est pourquoi, les caractéristiques sociodémographiques des répondants justifient de regarder plus attentivement leur rapport au système politique, d'une manière méthodologiquement comparable à ce que nous avons fait pour comprendre les attitudes associées au rejet de la vaccination (Tournay ; Tournay et Cautres). L'attitude vis-à-vis du nucléaire est corrélée à l'intérêt et au niveau de confiance portés à la politique (2). En outre, la légitimité des instruments du régaliens est contrastée, comme le révèlent les attitudes contrastées vis-à-vis du contrôle des flux migratoires (3). La polarisation autour du nucléaire se traduit également par une tension en termes de justice sociale, avec des désaccords au niveau de l'expression de cette justice d'une part, et sur son contenu d'autre part, notamment son articulation avec le mérite personnel quand on interroge la distribution des revenus (4). Pour les plus réfractaires au nucléaire, l'unité nationale ne constitue plus un mythe collectif suffisamment structurant pour trouver sa place dans la société. Aussi, ils déclarent être davantage en phase avec une évolution multiculturelle sans pour autant revendiquer d'appartenir à une communauté particulière (5).

2. Faible intérêt et défiance dans la politique

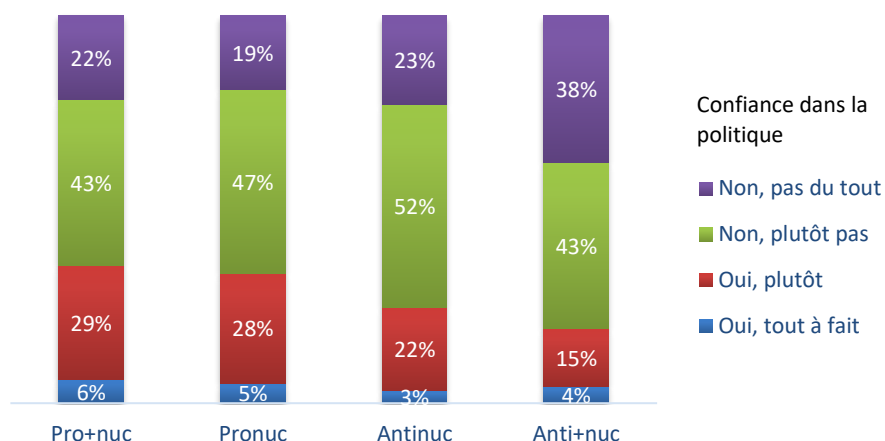
Compte tenu de leur sociographie, les plus récalcitrants à un usage domestique du nucléaire sont aussi ceux qui portent un intérêt moindre dans la politique. Ils sont ainsi 57% à déclarer ne pas s'y intéresser contre 33% seulement des répondants, pleinement favorables à cette énergie. Cet écart doit être interprété à partir des caractéristiques sociodémographiques retrouvées chez les défiants (moins d'hommes, plus de jeunes, revenus moins élevés, moins grande proximité partisane avec la majorité présidentielle). L'intérêt porté à la politique est globalement plus faible chez les répondants qui présentent ces caractéristiques.

Graphique 1 : Intérêt pour la politique selon l'adhésion au nucléaire



La confiance dans la politique obéit à cette même tendance, de façon plus accentuée. Les plus réfractaires au nucléaire sont en effet 81% à ne pas s'y retrouver, et 38% d'entre eux affirment ne pas avoir du tout confiance dans la politique. À l'inverse, les Pro+Nuc sont 65% à exprimer cette attitude (dont 22%, pas du tout). On retient que la confiance dans la politique reste globalement très faible, ce qui renvoie à l'état d'esprit général des sondés, marqué par un trio infernal de méfiance, de lassitude et de morosité. Cela impacte également les répondants les plus optimistes vis-à-vis de l'innovation et ouverts à l'appropriation technologique, puisque les Pro+Nuc ne sont qu'un tiers à déclarer avoir confiance dans la politique, dont seulement 6% « tout à fait ».

Graphique 2 : Confiance dans la politique selon l'adhésion au nucléaire

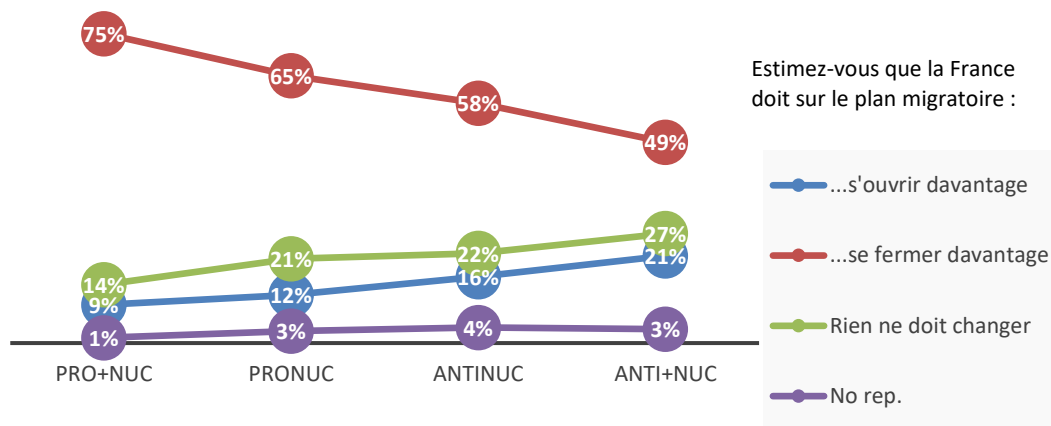


3. La quête de protection : légitimité du régalien et rapport à la migration

Cette défiance systémique à l'égard de la politique renvoie à une autre dimension : la quête de protection que l'État-Providence ne semble plus en mesure de satisfaire. Le niveau de confiance dans les institutions régaliennes pour l'ensemble des enquêtés reste globalement constant (avec un taux bas pour la justice de 45%), de même que celles qui assurent une fonction de protection sociale (hôpitaux, sécurité sociale, école). Comme on pouvait s'y attendre, les Anti+Nuc expriment une défiance plus marquée pour ces deux types d'institutions. De même, la légitimité du recours à la force par les instruments de l'État est plus facilement disputée chez ceux qui rejettent le nucléaire (non illustrés dans cette note).

La quête de protection, abordée sous l'angle migratoire, est aussi contrastée selon l'attitude déclarée vis-à-vis du nucléaire. Ainsi, les Pro+Nuc constituent en proportion, le segment le plus important des enquêtés, à estimer que la France doit se fermer davantage. Ce sont d'ailleurs les plus favorables à privilégier le nucléaire en premier lieu pour « assurer l'indépendance énergétique du pays ». Ils sont trois quarts contre une petite moitié des Anti+Nuc. Si ces derniers sont plus favorables à l'ouverture migratoire de la France (21% contre 9% pour les Pro+Nuc), la tendance n'est pas marquée, puisqu'un bon quart considère que rien ne doit changer. Le choix énergétique des Anti+Nuc est guidé en priorité par la nécessité de garantir des prix bas pour les ménages.

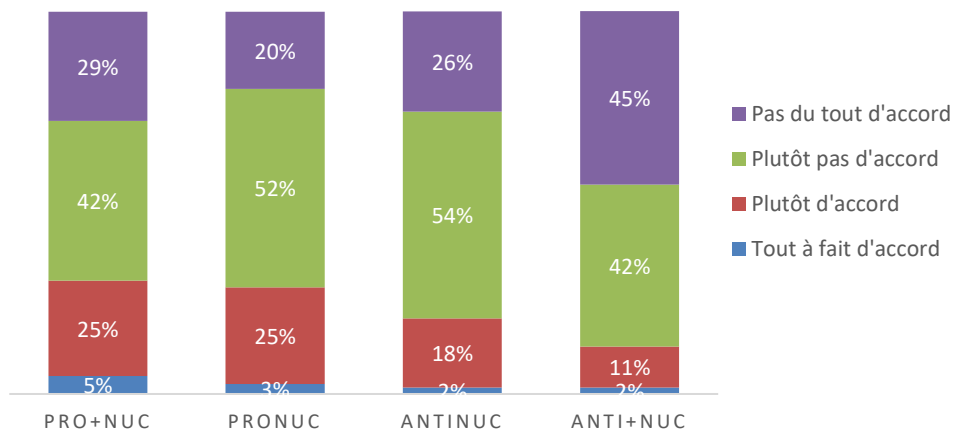
Graphique 3 : Rapport à la question migratoire selon le niveau d'adhésion au nucléaire



4. Une société injuste et inégalitaire

Le sentiment de vivre dans une société injuste touche une large majorité d'enquêtés (quatre sur cinq). Néanmoins – et toujours en rapport avec leurs caractéristiques sociodémographiques – ceux qui rejettent le nucléaire sont significativement plus nombreux à considérer que la France n'est pas une société juste (87% pour les Anti+Nuc et 80% pour les AntiNuc, contre 72% pour les ProNuc et 71% pour les Pro+Nuc). La société leur apparaît plus hostile, ils se sentent moins protégés.

Graphique 4 : La France, une société juste ?

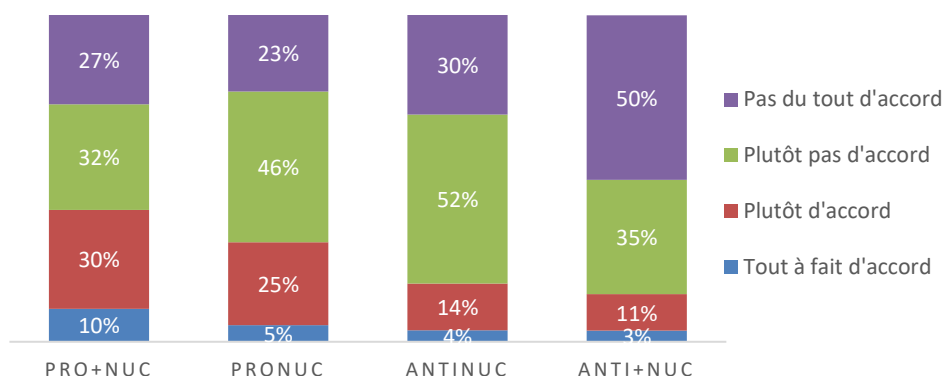


Parmi les variables sociodémographiques structurantes, l'absence de proximité partisane avec la majorité présidentielle, de positionnement au centre et la perception de s'en sortir moins facilement, interviennent dans la perception d'une société injuste.

Compte tenu de leurs caractéristiques sociodémographiques, les réfractaires au nucléaire sont également plus nombreux à considérer qu'ils sont dans une société qui n'est pas équitable, la même chance n'étant pas donnée à tous (85% des Anti+Nuc et 82% pour les AntiNuc). Le sentiment d'injustice est beaucoup

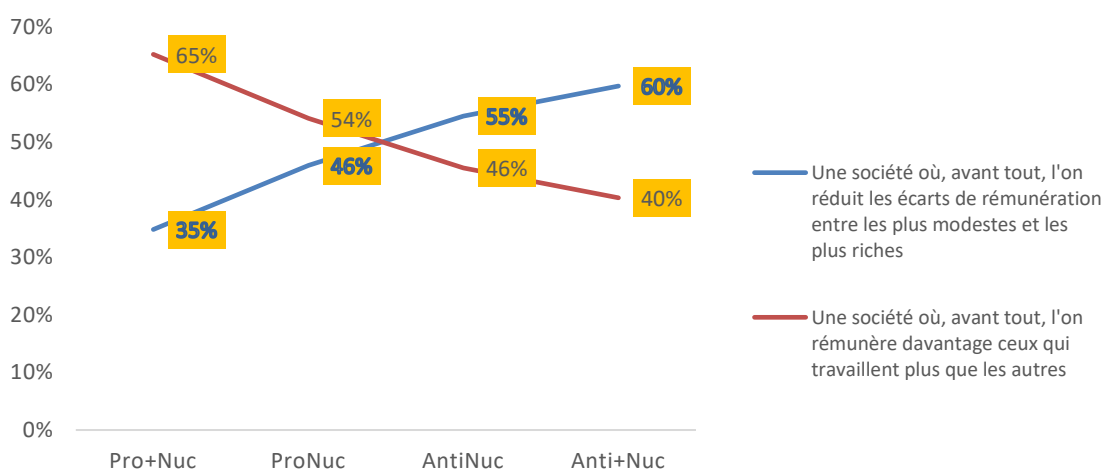
plus marqué en intensité chez les Anti+Nuc (20 points d'écart avec les AntiNuc). Sur de nombreux indicateurs, l'écart entre ces deux catégories de réfractaire au nucléaire est très marqué : la perception de l'injustice est liée au niveau de défiance vis-à-vis des institutions politiques et sociales.

Graphique 5 : La France est une société qui donne la même chance à tous ?



Le décalage observé montre que la justice sociale n'est pas perçue de la même façon selon les répondants. Plus le degré d'opposition au nucléaire est marqué, plus une conception égalitariste des rémunérations prédomine chez les répondants. Pour 55% des AntiNuc, et 60% des Anti+Nuc, une société juste est avant tout celle « où l'on réduit les écarts de rémunération entre les plus modestes et les plus riches », tandis que les ProNuc et les Pro+Nuc ne sont respectivement que 46% et 35% à le déclarer. Ils expriment une approche libérale de la justice sociale en déclarant qu'il faut « rémunérer davantage ceux qui travaillent plus que les autres ». Ce positionnement est en effet plus marqué chez les répondants favorables à la majorité présidentielle, avec le sentiment de vivre dans une situation économiquement moins contraignante.

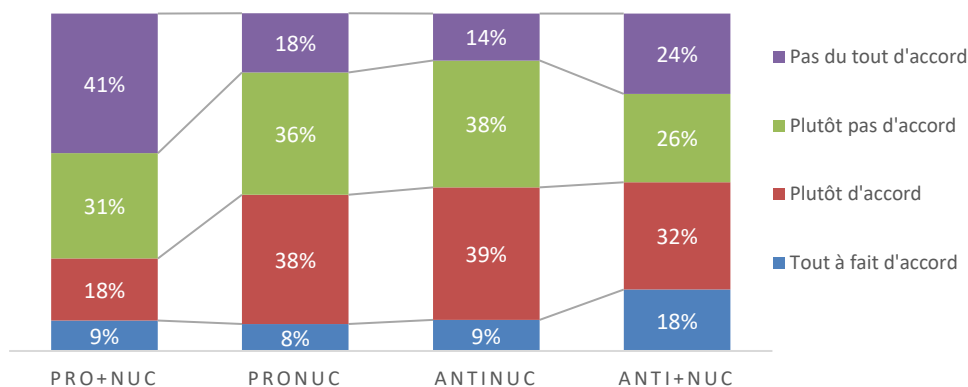
Graphique 6 : Le mérite selon l'adhésion au nucléaire



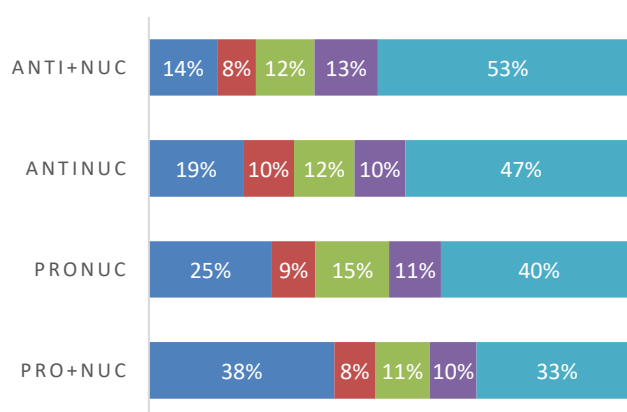
5. Un libéralisme culturel en réponse à la fragilité du mythe de l'unité nationale

Les résultats présentés dans les deux tableaux ci-dessous mettent en lumière une association significative entre le rejet du nucléaire et l'affaiblissement du cadre républicain, en particulier l'imaginaire de l'unité nationale, et l'inclusion dans une histoire commune. On retient une différence de nature et pas seulement de degré entre les Pro+Nuc et les ProNuc. 72% de la première catégorie n'approuvent pas l'idée de faire « évoluer la France vers un modèle multiculturel qui permettrait à chaque communauté d'affirmer son identité ». En revanche, les répondants plutôt en accord avec le nucléaire sont significativement moins nombreux, un peu plus de la moitié seulement (54%) à désapprouver cette orientation, ce qui les différencie peu des AntiNuc et des Anti+Nuc sur ce point, car ils se situent respectivement à 52% et à 50%.

Graphique 7 : Il faudrait que la France évolue vers un modèle multiculturel qui permet à chaque communauté d'affirmer son identité ?



Graphique 8 : Sentiment d'appartenance selon l'adhésion au nucléaire



AVEZ-VOUS LE SENTIMENT D'APPARTENIR AVANT TOUT ?

- À la communauté nationale
- À une communauté de personnes qui partagent vos valeurs (religieuses ou autres)
- À une communauté de personnes qui parlent la même langue que vous ou qui ont les mêmes origines géographiques que vous
- À une communauté de personnes qui partagent le même mode de vie, les mêmes goûts.
- Je n'ai pas le sentiment d'appartenir à une communauté.

Pour le segment de la population qui adhère peu ou pas à l'usage du nucléaire, c'est avant tout le principe de l'unité nationale qui est mis à mal. L'écart est du même ordre que dans le cas de la défiance vaccinale de la vague 12 puisque la perte du sentiment national chez les anti+Nuc (14% contre 38% pour les pro+Nuc) se retrouvait à 12% pour les anti+Vacs contre 40% pour les pro+Vacs. Elle est remplacée par le sentiment de « n'appartenir à aucune communauté » (53% pour les anti+Nuc contre 33% pour les pro+Nuc). On retrouve cette même tendance dans le positionnement autour de la vaccination avec 58% pour les anti+Vacs contre 37% pour les pro+Vacs. Tout comme pour cette médication, les valeurs religieuses, le partage d'un style de vie, d'une langue commune ou d'une origine géographique n'interviennent pas comme des variables déterminantes dans les attitudes face au nucléaire. Aussi, les représentations politiques des enquêtés réfractaires à un usage domestique de cette énergie rejoignent davantage le modèle d'une France envisagée comme un cadavre exquis que celui d'une France « archipelisée ».

3.

Luc Rouban, *Les raisons de la défiance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022

Les réponses à l'enquête ne font pas apparaître de contre-appartenance ou de contre-modèle social justifiant le rejet du nucléaire. Mais la défiance est structurellement acquise³. Il reste à montrer si ces attitudes individuelles sans attaches revendiquées vis-à-vis d'une communauté précise, traduisent véritablement l'absence de référence à tout collectif ou si cette désaffection vis-à-vis des communautés humaines renvoie à un bouleversement plus profond dans la relation que les enquêtés entretiennent avec leur environnement. Quoiqu'il en soit, et compte-tenu de la socio-démographie des répondants, les attitudes contrastées vis-à-vis de l'usage domestique du nucléaire sont le résultat des dilemmes de la cohésion sociale.

Édition : Florent Parmentier

Mise en forme : Marilyn Augé

Pour citer cette note : TOURNAY (Virginie) « Le nucléaire, miroir des dilemmes de la cohésion sociale », *Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF*, vague 15, février 2024, 9 p.

Cette note a été envoyée à Jérémy Bouillet et à Mathieu Brugidou (EDF) le 11 mars 2024.

© CEVIPOF, 2024 Virginie Tournay